

Elections Législatives
du 3 Mai 1936
Scrutin de ballottage

D'UN COTÉ : LES CHOUANS. DE L'AUTRE
NUANCES.
Dans cette union des Gauches, dans cette union des vrais Républicains, deux buts à pou
suivre :
LA LUTTE POUR LA PAIX D'ABORD !
LA LUTTE POUR LE TRAVAIL ET LE PAIN ENSUITE !
Agriculteurs, petits Commerçants, Artisans, petits Industriels, Ouvriers de la terre et
l'usine, petits Fonctionnaires, tous ceux qui donnent à la collectivité les ressources de leur ce
veau et de leurs muscles, tous ceux qui travaillent et qui n'ont qu'un désir : rendre les
gosses moins malheureux ou plus heureux qu'eux-mêmes, tous, d's-je, voteront sans hésitati
pour nous.
Du travail pour tous.
Avec le travail, le bien-être.
Avec le bien-être, la Liberté.
Et, pour garantir la Liberté, la Paix !
Ruraux, vous avez magnifiquement marqué votre volonté d'affranchissement !
Rennais, vous avez eu un élan superbe qu'il faudra compléter car trop des vôtres se s
désintéressés du scrutin.
TOUS AUX URNES. TOUS !
La Droite a fait son plein.
Il vous reste, à vous, Républicains, le soin de lui prouver que vous êtes la majorité.
POUR LA VICTOIRE, EN AVANT !
A. AUBRY,
Ancien Député,
Socialiste d'Union des Gauches

L'ANNÉE 1936 À RENNES

JACQUELINE SAINCLIVIER - FÉVRIER 2007

INTRODUCTION

Sur le plan national, la France traverse la crise économique mondiale avec des répercussions sur l'emploi, sur la rémunération des prix agricoles, sur la valeur de la monnaie, tandis que sur le plan international les tensions s'accroissent depuis l'arrivée au pouvoir du Front populaire espagnol (février 1936) et la remilitarisation de la Rhénanie (avril 1936). Les émeutes du 6 février 1934 conduisent le gouvernement Daladier à la démission (signalons que Guy La Chambre, député d'Ille-et-Vilaine, en était ministre de la Marine Marchande) et les forces de gauche aux premières manifestations unitaires (à partir du 12 février).

Rennes en 1936 est une ville d'un peu plus de 98 000 habitants (98 538 au recensement de 1936) ; c'est une assez grande ville pour l'époque. Préfecture départementale, c'est une ville universitaire, siège de cour d'appel, siège de région militaire (n'oublions pas les nombreuses casernes), siège de l'archevêché de Rennes, Dol et Saint-Malo (Mgr Mignen depuis 1931¹). Sur le plan économique, c'est incontestablement une ville de services mais le monde industriel et artisanal n'est pas négligeable. Une ville de services : fonction publique, commerces dont quelques grands magasins (Nouvelles Galeries depuis 1931, Magasins modernes, Prisunic, l'Économique). Une ville industrielle et artisanale : l'arsenal (1831), les ateliers des chemins de fer, Obethür (1842), des industries textiles (chemiserie Strauss), les papeteries de Bretagne, la presse dont *L'Ouest-Éclair*, etc.

La municipalité est constamment anticléricale pendant l'entre-deux-guerres mais le parti radical perd peu à peu de son influence face aux socialistes², voire aux communistes. Mais, l'alliance entre radicaux et socialistes éclate sur la question du Cartel des gauches, si bien que l'on a une coupure durable entre une partie des radicaux-socialistes et les socialistes. En 1935, une partie des radicaux reste alliée aux socialistes avec une liste d'union des gauches mais une autre partie s'allie aux modérés (favorables à l'Église) dans le cadre d'une liste de concentration républicaine où les laïques restent majoritaires, enfin, il y a également une liste communiste et une liste indépendante. Le résultat est que la liste de concentration républicaine l'emporte avec Lemaistre qui démissionne pour raison de santé en octobre 1935 et son premier adjoint, François Château, entrepreneur devient maire.

Au moment du Front populaire, Rennes est incontestablement une ville bleue, de centre gauche, laïque. Tel est le contexte dans lequel Rennes et ses habitants abordent l'année 1936.

¹ Le cardinal Charost était mort en 1930

² les socialistes obtiennent la mairie en 1925 avec Carle Bahon, maître de conférences d'allemand

VERS LE FRONT POPULAIRE

Rennes comme tout le pays est touchée par le chômage, dans des proportions difficiles à apprécier en raison de la dispersion des chiffres et de l'impossibilité de faire des comparaisons fiables ce dont se plaignent d'ailleurs les inspecteurs du travail qui considèrent que les « statistiques relatives au chômage sont encore très imparfaites ». L'un des problèmes majeurs soulignés par les inspecteurs du travail est la difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée alors que par ailleurs il y a du chômage. Le fort éparpillement des entreprises (beaucoup de PME) rend encore plus difficile toute appréciation et les grandes entreprises ne semblent guère touchées à Rennes par le chômage mais l'on manque d'études et de sources un peu précises.

La période qui précède les élections législatives d'avril et mai 1936 est certes marquée par la préparation de ces élections mais on ne peut pas dire qu'à Rennes, il y a une grande agitation! excepté sur le plan syndical et bien sûr du côté des partis politiques.

:: La réunification syndicale

Depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale, le département comme le reste de la France a vu la création de la CFTC et à la suite de la scission de 1922 à l'intérieur de la CGT, la création de la CGTU, proche du PCF. Depuis le début des années trente, il est régulièrement question de réunification syndicale entre la CGT et la CGTU ; des tentatives ont eu lieu dans le département en Ille-et-Vilaine mais sans succès. La proximité des élections législatives entraîne un mouvement de rapprochement à tous les échelons. C'est ainsi qu'après avoir décidé la réunification, les deux confédérations préparent celle-ci dans les départements en attendant le grand congrès de réunification de mars 1936. Dans le département, c'est à partir d'octobre 1935 que le processus d'unification se mit en route et aboutit au congrès départemental extraordinaire de fusion le 22 décembre 1935. Le vote pour le bureau témoigne du rapport de forces : quatre membres confédérés, un unitaire (trésorier-adjoint). C'est l'ancien secrétaire départemental de la CGT qui devient celui de la CGT réunifiée. Juste avant la fusion la CGT avait près de 12 000 adhérents et la CGTU seulement 850.

À la fin de l'année 1936, suite à la victoire du Front populaire et au contrecoup de la réunification, la CGT départementale voit ses effectifs passer à plus de 12 000 adhérents et en 1937 à plus de 21 000, malheureusement je ne dispose pas des chiffres rennais, mais on peut penser que le taux de croissance est sensiblement le même.

Jusqu'aux élections, l'année 1936 est calme en terme social dans la ville.

:: Le Front populaire à Rennes

La formation du Front populaire s'est effectuée en réaction au 6 février 1934 avec les manifestations de soutien au gouvernement républicain le 12 février qui vit un peu partout un rapprochement entre syndiqués et entre les partis, mais ce rapprochement se fera progressivement. La capacité de la gauche à s'unifier à Rennes n'est pas évidente comme l'ont montré les élections municipales. Toutefois, le 14 juillet 1935, il y eut comme à Paris une manifestation commune rassemblant la SFIO, le PCF, la CGT, la CGTU, la Ligue des droits de l'homme et Jeune République (4 000 manifestants d'après *Le Semeur d'Ille-et-Vilaine*, 2000 selon le préfet³). On note l'absence du parti radical-socialiste qui dans le département ne s'associe pas au Rassemblement populaire ce que l'on retrouve lors des élections.

On a donc une série de réunions préparatoires mais il faut attendre le 30 janvier 1936 pour que se constitue un comité de Front populaire à Rennes c'est-à-dire après la signature du programme de gouvernement. Toutes les organisations du Front populaire y sont représentées mais avec une nuance de taille. Lors de la formation de ce comité départemental, la fédération départementale du parti radical-socialiste n'est pas représentée mais en revanche la section rennaise en fait partie. La fédération départementale ne s'associa jamais à ce comité signe des divisions au sein du parti et de l'influence d'un Guy La Chambre. Ainsi lors du meeting organisé à Rennes par ce comité de Front populaire, la fédération départementale du parti radical brille par son absence c'est-à-dire devant 4 000 personnes fin mars-début avril 1936, comme si ceux qui avaient le plus de chance d'avoir des élus redoutaient de se présenter comme membres du Front populaire devant l'électorat local.

Les élections législatives sont au scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours et Rennes est divisée en deux circonscriptions : nord (1^{re} circonscription) et sud (2^{de} circonscription). Rennes-nord comprend également des communes rurales : Pacé, Parthenay, Betton, La Chapelle-Fougeretz, Gévezé, Montgermont, Montreuil-le-Gast, Montgermont, Saint-Grégoire et Thorigné. Quant à Rennes-sud, on y trouve Cesson, Acigné, Chantepie, Bruz, Bourgarré, Saint-Jacques, Saint-Erblon, Chartres et plus à l'ouest, Vezin, etc.). En fait, les communes qui aujourd'hui font partie de la première voire de la seconde couronne rennaise alors qu'à l'époque c'était des communes rurales, Rennes ayant encore quelques fermes.

À Rennes, et ce n'est pas toujours le cas ailleurs, le combat électoral fut nettement un combat opposant les pros et les anti Front populaire. Certes, chacun compte ses voix au premier tour mais au second tour, fait rarissime depuis 1919, il n'y a pas de triangulaire.

³ *Le Semeur d'Ille-et-Vilaine* du 27 juillet 1935, le rapport du préfet est du 24 juillet.

Au 1^{er} tour dans Rennes-nord, il y a 6 candidats dont le secrétaire fédéral du PCF, Emile Drouillas⁴, le secrétaire fédéral de la SFIO, Albert Aubry⁵, deux radicaux-indépendants (Fredouet et Boulot) et le député sortant Étienne Pinault (PDP). À Rennes-sud, il n'y a que quatre candidats : un radical-indépendant (Thébault⁶), un républicain de gauche (Docteur Joly), un PCF (Leroy) et Quessot pour la SFIO, conseiller général et municipal).

Lors de ce premier tour, les arguments échangés ne sont pas encore clairement des arguments liés à la constitution du rassemblement populaire : le PCF fournit une profession de foi identique partout en France, les socialistes ont chacun leur propre profession de foi, mais ils reprennent clairement le programme de gouvernement du Front populaire ; ce sont les seuls à le faire à Rennes, puisque ne se présentent pas de radicaux-socialistes. Enfin, l'un des candidats (le docteur Joly) a un programme fort proche de la mouvance des nouveaux partis de droite et des Croix-de-feu avec la devise « honneur, probité, travail, famille, patrie » et prônant des réformes allant dans le sens d'un renforcement du pouvoir exécutif.

Le premier tour (26 avril 1936) montre un fort taux de participation (plus de 80 %). À Rennes-sud, au premier tour, Quessot (37,33 % des inscrits et 45,25 % suffrages exprimés) et Joly (26,01 inscrits et 31,53 % suffrages exprimés) sont en tête avec l'avantage au socialiste⁷. Toutefois, le rapport de force n'est pas le même dans les communes rurales où il est plus favorable à la droite. À Rennes-nord, Pinault (36,71 % inscrits et 46,24 % suffrages exprimés) et Aubry (29,28 % inscrits et 36,89 % suffrages exprimés)⁸ sont logiquement en tête.

Les deux tours ne sont séparés que par une semaine et deux jours avant le second tour, c'est le 1^{er} mai. Celui-ci n'était pas chômé officiellement à l'époque ; on voit les manifestations habituelles avec du chômage sur la plupart des chantiers nous dit *l'Ouest-Eclair*. L'appel à se réunir le 1^{er} mai avait été lancé à la population ouvrière rennaise (*l'Aurore d'Ille-et-Vilaine*, 25 avril 1936) et appelait à lutter contre le fascisme, contre la guerre, pour les 40 heures, pour le contrat collectif. Le meeting à Rennes n'a réuni que 800 personnes selon la police, 1 000 selon *le Semeur d'Ille-et-Vilaine*, organe de la CGT, mais c'est peu pour un meeting qui concerne l'ensemble des syndiqués (CGT réunifiée), tandis que selon la police, toujours à Rennes, il y a 31 % de « chômeurs » dans les services publics pour le 1^{er} mai et 38 % dans le privé. Autrement dit, si la participation aux élections est forte, en revanche, à cette date, les salariés s'expriment peu dans la rue. Il est vrai que les résultats du premier tour à Rennes comme dans le reste du pays permettent certes de prendre connaissance d'une hausse des voix pour le Front populaire, mais ce n'est pas spectaculaire et trop d'inconnus ne permettent pas de sentir un « frémissement ».

Au second tour (3 mai 1936) on a un véritable affrontement à Rennes entre Front populaire et anti-Front populaire.

4 Arrivé en 1929 (après Carré) sous le nom de Marcel Laporte ; il était né en 1900 et est mort en déportation.

5 Ancien combattant, ancien instituteur devenu percepteur, député d'Ille-et-Vilaine de 1919 à 1924.

6 Thébault, aveugle de guerre, avocat, maire de Janzé, vote pour le gouvernement Daladier au soir du 6 février. Président de l'UNC d'Ille-et-Vilaine quitte celle-ci après le 6 février 1934 en désaccord avec les dirigeants nationaux

7 Le communiste Leroy recueille environ 9 % des voix et 7 % des inscrits

8 PCF avec Drouillas est en dessous de 5 %

La profession de foi d'Albert Aubry pour le second tour est de loin celle qui s'inscrit le plus vigoureusement dans le contexte national et international. La langue utilisée mélange à la fois le vocabulaire politique contemporain et le vocabulaire de la tradition révolutionnaire et républicaine, sollicitant la totalité de la mémoire collective :

« GAUCHE contre DROITE

Rien de plus. Rien de moins.

D'un côté: les CHOUANS. De l'autre: les RÉPUBLICAINS DE TOUTES NUANCES.

Dans cette union des gauches, dans cette union des vrais Républicains, deux buts à poursuivre:

LA LUTTE POUR LA PAIX d'abord!

LA LUTTE POUR LE TRAVAIL et le PAIN ENSUITE! »

Or, les résultats sont très révélateurs dans les deux circonscriptions de Rennes-nord et Rennes-sud, ce sont les candidats hostiles au Front populaire qui sont élus (Pinault et Joly) mais à Rennes même, la situation n'est pas identique :

- Rennes-sud (ville) vote pour Quessot avec plus de 60 % des voix
- Rennes-nord (ville) vote pour Pinault avec 51 % des voix mais avec une nuance de taille, Rennes nord-ouest vote majoritairement pour Aubry (plus de 53 % des voix).

Autrement dit, Rennes est bien une ville bleue dans un milieu « blanc » et dans le cas de 1936, elle est même plus rouge que bleue puisque la ville elle-même vote majoritairement pour le Front populaire (53,86 %) à l'exception du canon nord-est (41 % pour le candidat socialiste) ce qui correspond aux « beaux quartiers », les quartiers populaires ou modestes votant majoritairement pour le Front populaire.

Si, en définitive ce sont les candidats hostiles au Front populaire qui sont élus, c'est avec l'appui de la campagne autour de Rennes (en particulier pour Rennes-sud). L'Ille-et-Vilaine est le seul département breton à ne pas avoir d'élus du Front populaire.

ESPOIRS ET RÉACTIONS AU FRONT POPULAIRE À RENNES

Après les résultats du second tour qui donnent la majorité au Front populaire, les seules réactions visibles à Rennes sont dans la presse, mais à la différence du reste du pays, aucune grève ne se déclenche. Si après le second tour, le titre de *L'Ouest-Éclair* est relativement neutre et s'interroge sur le futur gouvernement, en revanche le *Nouvelliste de Bretagne* consacre le 5 mai 1936 trois articles aux résultats des législatives dont les titres sont révélateurs : « les réconfortants résultats de l'Ouest » (sur les 44 sièges bretons, les radicaux-socialistes en obtiennent 6 et la SFIO 8, tous les autres sont à droite) ; un second titre « Que nous réserve cette chambre inquiétante ? » et surtout « La Chambre va rassembler 261 révolutionnaires pur-sang ».

L'espoir est grand à gauche, tout comme la peur et l'inquiétude dominant à droite. Pendant le mois qui sépare les élections de la formation du gouvernement de Front populaire par Léon Blum, des grèves éclatent avec occupations d'usine principalement des grèves d'espoir mais aussi visant à se protéger du patronat. Or, à Rennes, il n'y a aucune grève à ce moment-là.

Dès que le gouvernement est formé, il a à répondre à cet immense espoir soulevé chez les ouvriers et aussi à mettre fin aux grèves. Ce qu'il fait avec les accords Matignon. Ceux-ci sont signés le 8 juin à 1h du matin et prévoient les 40 heures, une hausse des salaires (7 à 15 % sans dépasser 12 % en moyenne) ainsi que l'élection de délégués ouvriers dans les entreprises, les congés payés et les conventions collectives font l'objet de lois spécifiques.

C'est alors qu'à Rennes, se déclenchent les premières grèves postérieures aux élections. Il s'agit de faire appliquer les nouveaux accords. Devant les résistances du patronat, des grèves ont lieu non pas dans les lieux où existent déjà de nombreux syndiqués comme à l'Arsenal mais dans des entreprises dont les salariés n'ont aucune expérience en ce domaine mais avaient mis un grand espoir dans le gouvernement et ne veulent pas se faire voler leur victoire obtenue par les urnes.

Ces grèves commencent quasiment dès le lendemain de la signature des accords Matignon dans la métallurgie (automobile), dans de petites entreprises textiles comme la chemiserie Strauss, la bonneterie et surtout les grands magasins tels les Magasins Modernes, Prisunic et les Nouvelles Galeries. Au total à Rennes, au moins 1 400 personnes sont en grève à la mi-juin 1936 dont 1 060 dans les grands magasins. Face à ces grèves, le patronat réagit parfois vigoureusement tel le directeur des Nouvelles Galeries qui fait apposer une affiche annonçant que les employées (femmes majoritairement, à temps partiel le plus souvent) sont en congés payés jusqu'à nouvel ordre ! la réplique est la syndicalisation de ces employées à la CGT.

La plupart de ces grèves s'achèvent dans la seconde quinzaine de juin après que le patronat a accepté d'appliquer les accords Matignon, les 40 heures et les congés payés, non sans réticence comme dans le secteur automobile.

Notons que les députés rennais nouvellement élus en 1936 votent les congés payés (c'était dans l'air y compris à la Chambre de commerce et d'industrie de Rennes, mais qui en 1935 trouvait que ce n'était pas le moment vu les difficultés économiques). En revanche Joly vote contre les 40 heures et Pinault n'a pas pris part au vote et ils ont voté pour l'ONIB (Office national interprofessionnel du blé) permettant aux agriculteurs de bénéficier pour la première fois d'un prix plancher.

:: Les congés payés

Ils sont appliqués certes, nombre de Rennais profitent des billets à prix réduit « Léo Lagrange » pour se rendre sur la côte la plus proche, mais ils vont aussi tout simplement dans la campagne la plus proche, à Cesson (canot sur la Vilaine). Les enfants sont souvent envoyés à la campagne ou à la mer, mais peu ont les moyens de se déplacer, surtout en 1936 où c'est totalement imprévu. Il n'en sera pas tout à fait de même en 1937.

:: Espagne

L'année 1936 est aussi assombrie par les débuts de la guerre civile en Espagne mais son ampleur n'est sans doute pas encore totalement perçue. Si quelques réfugiés sont hébergés au cercle Paul Bert en 1936, le département ne devient département d'accueil qu'en 1937.

CONCLUSION

Une année « terne » à Rennes ? non car il y a eu des reclassements antérieurs dus au 6 février 1934, cf. dans deux directions opposées l'attitude d'un Thébault et d'un La Chambre.

Reffet de la situation dans une ville où il n'y a pas de grosses entreprises à dominer et surtout sans population ouvrière homogène.

Enfin, n'oublions pas que le combat électoral a bien été pour ou contre le Front populaire ce qui montre bien que Rennes n'était pas sur une autre planète!



MAIRIE DE RENNES
ARCHIVES
Place de la Mairie – CS 63126
35031 Rennes cedex

Téléphone: 02 23 62 12 60
Télécopie: 02 23 62 12 69
Courriel: archives@ville-rennes.fr

www.archives.rennes.fr